

COMPTE-RENDU DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 15 DECEMBRE 2015**

MENTION D’AFFICHAGE

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **mardi 15 décembre 2015**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, le **mardi 22 décembre 2015** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune (www.mairie-leval.fr).

CONVOCATION

Le **8 décembre 2015**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mardi 15 décembre 2015 à 18 h 00** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 - Approbation du PV de la réunion du 26 novembre 2015
- 2 - Proposition d'acquisition foncière - Terrain de M. CHABAS Jean-Marie - « St-Jacques » cadastré B 1155 pour 2ha 37a 29ca
- 3 - Terrain communal de « La Jouberte » - Autorisation donnée à la S.A.R.L. « LE VAL DE PROVENCE » de déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme sur les parcelles concernées (E 1109-1110-F 701-702)
- 4 - Immeuble vacant en état de péril (succession en déshérence) - 1, rue de la Paix - Demande auprès du Tribunal de Grande Instance d'envoi en possession à l'Etat
- 5 - Fourrière automobile - Renouvellement de la convention avec la Société « BC AUTO »
- 6 - Demande de subvention exceptionnelle de l'association des « Z'Amis de la Cour Valenco »
- 7 - Désignation de nouveaux membres au sein des commissions communales pour prendre en compte la représentativité de tous les groupes d'opposition au sein du Conseil Municipal, vu les changements d'étiquette en cours de mandat
- 8 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal
- 9 - Questions écrites
- 10 - Questions orales

COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **mardi 15 décembre 2015**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - BENTOUMI Christian - NAL André - BOSSUGE Brigitte - - RIHAL Pascale - TORRESILLA Claude - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - GAQUIERE Ingrid - VOLANTE Florence - REES Pénélope - BOULE AMPHOUX Isabelle - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric -FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : NEANT

soit 27 présents donc 27 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

1 - Approbation du PV de la réunion du 26 novembre 2015

Monsieur le Maire indique à l'assemblée que le court délai imparti depuis la réunion du Conseil Municipal du 26 novembre 2015, et le temps pris notamment par l'organisation des élections régionales des 6 et 13 décembre 2015, n'ont pas permis au secrétariat de rédiger le procès-verbal de la dernière séance du Conseil Municipal.

Il demande en conséquence à l'assemblée de bien vouloir accepter le renvoi de l'approbation de ce procès-verbal à la prochaine réunion courant janvier 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
A l'unanimité,

ACCEPTE de renvoyer cette question à l'ordre du jour de la séance du Conseil Municipal de janvier 2016.

2 - Proposition d'acquisition foncière - Terrain de M. CHABAS Jean-Marie - « St-Jacques » cadastré B 1155 pour 2ha 37a 29ca

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Monsieur Jean-Marie CHABAS a proposé de vendre à la Commune une parcelle de terrain nu d'une superficie de 23.729 m² (B 1155) et sise Quartier « Saint-Jacques ».

Considérant la localisation géographique de ce terrain viabilisé de bonne planimétrie et en nature de friche arborée, situé à l'entrée de l'agglomération, limitrophe avec le parking des écoles et l'avenue des Droits de l'Homme menant au groupe scolaire,

Considérant la nécessité de prévoir la construction d'une nouvelle école maternelle et la création de parking, d'espaces verts ainsi qu'éventuellement la construction d'une salle des fêtes, et d'autres équipements publics,

Considérant le classement de cette parcelle en zone INA au POS (zone naturelle destinée à une urbanisation future organisée), où toute opération ne peut être envisagée que dans le cadre d'un programme appréhendant la totalité de la zone,

M. le Maire propose au Conseil Municipal cette acquisition de terrain comme réserve foncière.

M. le Maire informe l'assemblée qu'il a négocié le prix avec le propriétaire pour le fixer à 1.260.000 €.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur ce projet d'acquisition, au titre des réserves foncières.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir envisagé le renvoi de ce dossier à une prochaine réunion du Conseil Municipal pour complément d'informations à la demande de :

Mme BOULE-AMPHOUX - MM. FOURNEL - GAULET - COEURDEUIL - PAZ - BENTOUMI - TORRESILLA - LANGE - VERDON

Considérant que cette demande de renvoi émane d'une minorité de l'assemblée délibérante (9 voix), avec une abstention : M. GIRAUD,

Considérant qu'en conséquence le Conseil Municipal peut se prononcer sur cette proposition d'acquisition foncière,

Après en avoir délibéré,

A la majorité :

- 4 CONTRE : Mme BOULE-AMPHOUX et MM. GAULET - TORRESILLA - VERDON
- 7 ABSTENTIONS : Mme VOLANTE et MM. GIRAUD - FOURNEL - COEURDEUIL - PAZ - LANGE - BENTOUMI

soit sur 27 votants : 20 suffrages exprimés et 4 CONTRE, soit 16 voix POUR,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'article L 1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier,

Vu l'extrait du plan cadastral de la Section B à l'échelle 1/2500^{ème}

Vu l'offre de vente exprimée par M. CHABAS Jean-Marie

Vu l'article 1042 du Code Général des Impôts portant exonération fiscale des acquisitions immobilières à titre onéreux par les collectivités publiques locales,

Vu le décret n° 86-455 en date du 14 mars 1986, ensemble l'arrêté ministériel en date du 5 septembre 1986, relatifs notamment aux limites de compétence domaniale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1986 relatif aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités, et portant le seuil de consultation obligatoire des services des Domaines à 75.000 €

Vu l'avis du service des Domaines en date du 8 décembre 2015,

Considérant que ce terrain est destiné à recevoir l'implantation d'une nouvelle école maternelle et la création de parking, d'espaces verts ainsi qu'éventuellement la construction d'une salle des fêtes, et d'autres équipements publics, et être inscrit dans les réserves foncières de la Commune,

PREND EN CONSIDERATION cette proposition de cession de terrain faite par M. CHABAS Jean-Marie, de la parcelle cadastrée Section B n° 1155 pour une surface de 23.729 m² au prix de 1.260.000 €.

DECIDE l'acquisition par la Commune de cette parcelle au prix de 1.260.000 € au titre des réserves foncières,

INDIQUE qu'un emprunt bancaire sera nécessaire pour le financement de cette acquisition foncière,

AUTORISE Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches nécessaires à l'obtention de propositions de prêt de divers organismes bancaires qui seront étudiées lors d'une prochaine réunion du Conseil Municipal,

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 21 du budget communal 2016

AUTORISE Monsieur le Maire à accepter ladite acquisition et à consentir les engagements en découlant au nom et pour le compte de la Commune, aux charges et conditions usuelles en la matière, aux termes de l'acte de vente qui sera reçu sous la forme administrative.

3 - Terrain communal de « La Jouberte » - Autorisation donnée à la S.A.R.L. « LE VAL DE PROVENCE » de déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme sur les parcelles concernées (E 1109-1110-F 701-702)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que la Commune a été condamnée, par arrêt rendu par la Cour Administrative d'Appel de MARSEILLE du 19 décembre 2014, à revendre, sans bénéfice, à la S.A.R.L. « LE VAL DE PROVENCE » le terrain acquis en 2009, auprès des consorts VERMOREL-MARINI, suite à l'exercice du droit de préemption de la Commune. Ce terrain comprend les parcelles cadastrées section F n° 1 et 2 et E n° 1109-1110, lieudit « La Jouberte », pour une superficie totale de 13.568 m². Le prix d'achat a été de 732.800 €.

Suite à la réunion tenue le 4 décembre 2015 en Mairie, la SARL « LE VAL DE PROVENCE » sollicite la possibilité de déposer toutes demandes d'autorisations d'urbanisme sur le terrain communal ce qui permettrait à celle-ci d'obtenir lesdites autorisations avant l'acquisition foncière.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

Considérant les dispositions de l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de MARSEILLE rendu le 19 décembre 2014,

Vu le courrier de M. le Maire du 16 mars 2015 proposant à la SARL « LE VAL DE PROVENCE » l'acquisition de ce terrain (respect du délai de 3 mois imposé par l'arrêt de la CAA de Marseille)

Vu la relance effectuée le 21 octobre 2015 auprès de cette société,

Considérant les observations émises par certains Conseillers Municipaux sur le délai imparti à la SARL « LE VAL DE PROVENCE » pour acquérir le terrain (3 mois à partir de la date de proposition), délai qui aurait expiré et qui vaudrait renonciation,

Considérant alors que, si cette disposition était avérée, la Commune n'aurait plus l'obligation de revendre ce terrain et pourrait en disposer à son gré,

A l'unanimité,

SURSEOIT à la décision tendant à permettre à la SARL « LE VAL DE PROVENCE », suite à sa demande, de déposer toutes demandes d'autorisation d'urbanisme sur le terrain communal de « La Jouberte »,

DEMANDE à Monsieur le Maire de prendre tous les renseignements utiles et nécessaires, auprès de personnes avisées et qualifiées en la matière, notamment quant au délai imparti à la SARL « LE VAL DE PROVENCE » pour acquérir ledit terrain,

PRECISE que ce dossier pourra être de nouveau étudié lors d'une prochaine réunion du Conseil Municipal dès que tous les éléments d'informations seront connus.

**4 - Immeuble vacant en état de péril (succession en déshérence) - 1, rue de la Paix -
Demande auprès du Tribunal de Grande Instance d'envoi en possession à l'Etat**

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que l'immeuble situé au n° 1 de la Rue de la Paix étant en ruines (des morceaux de tuiles, notamment, tombant dans la rue), un arrêté de péril imminent a dû être pris par ses soins, le 11 décembre 2015 dans le cadre de ses pouvoirs de police, et notamment de l'article L 511- 3 du Code de la Construction et de l'Habitation. Il a concomitamment adressé un courrier au Tribunal Administratif de TOULON pour solliciter la désignation d'un expert afin de déterminer les travaux à réaliser en urgence pour mettre fin aux risques encourus.

Cet expert s'est rendu sur place le 2 décembre dernier, en présence d'un serrurier et de la police municipale. Il a rendu un rapport le 4 décembre 2015 par lequel il a énuméré les dispositions à prendre dans l'urgence (enlever un volet, faire tomber les morceaux de tuiles cassées et de mortier du bord de la toiture effondrée, bâcher le mur mitoyen,...)

Des mesures secondaires plus importantes tant par leur ampleur que par leur coût sont à envisager.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de délibérer pour solliciter du Tribunal de Grande Instance l'envoi en possession de cet immeuble auprès de l'Etat, la Commune ne souhaitant pas l'incorporer dans le domaine communal. A noter que cet immeuble relève de l'article 811 traitant des successions en déshérence. En effet, le propriétaire est décédé depuis plusieurs décennies et les héritiers ne sont pas connus (enquête menée par la Police Municipale auprès de personnes de la famille domiciliées sur Brignoles). De plus les impôts fonciers n'ont pas été acquittés depuis plus de 10 ans.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment son article L 511-3,

Vu le Code Civil et son article 811

Vu l'extrait du plan cadastral de la Section F,

Vu l'arrêté de péril imminent pris par Monsieur le Maire le 11 décembre 2015 (n° 220)

Considérant que l'immeuble sis au n° 1 de la Rue de la Paix, cadastré Section F n° 241 ne présente aucun intérêt à être classé dans le domaine communal,

DEMANDE à Monsieur le Préfet de solliciter auprès du Tribunal de Grande Instance de Draguignan, l'envoi en possession de l'Etat de cet immeuble du n° 1, Rue de la Paix à LE VAL.

AUTORISE Monsieur le Maire procéder à toutes les démarches en vue de l'accomplissement de la présente délibération.

5 - Fourrière automobile - Renouvellement de la convention avec la Société « BC AUTO »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 29 février 2012, une convention a été reconduite confiant à la Société « BC AUTO » de Brignoles l'enlèvement des véhicules en stationnement gênant, des véhicules « ventouses » et des épaves.

Cette convention, d'une durée de quatre ans, venant à expiration, Monsieur le Maire propose à l'assemblée de bien vouloir envisager sa reconduction.

Il passe la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Police Municipale et à la Sécurité, qui donne lecture du projet de convention.

M. GIRAUD indique avoir souhaité modifier l'article 1 « Délégation du service à assurer » de ce projet en ajoutant : « selon le planning annuel fourni par la Commune », ceci afin qu'une intervention soit possible le jour des manifestations festives et autres organisées sur la Commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité et à la Police Municipale,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE les termes du projet de convention rédigé par la Société « BC AUTO »

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention définitive

INDIQUE que les frais engendrés par la mise en fourrière de véhicules dont les propriétaires n'ont pas été identifiés seront inscrits au budget communal (chapitre 011).

6 - Demande de subvention exceptionnelle de l'association des « Z'Amis de la Cour Valenco »

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'association

« LES Z'AMIS DE LA COUR VALENCO »

a sollicité une aide financière exceptionnelle de 1.000 € de la Commune pour 2015, suite à son engagement bénévole pour assurer le carnaval du Mardi Gras et acheter tout le matériel nécessaire.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations.

M. DEBAQUE indique, qu'après avoir étudié le dossier de demande de subvention exceptionnelle de l'association « **LES Z'AMIS DE LA COUR VALENCO** », la Commission Communale propose au Conseil Municipal de lui accorder une subvention complémentaire pour 2015 de 1.000 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint et Vice-Président de la Commission Communale chargée des Subventions aux Associations,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes PASQUET-BREBAN-GAQUIERE et MM. GAULET-VERDON) et 3 ABSTENTIONS (Mmes RIHAL - REES et M. FOURNEL),

ACCEPTE d'allouer à l'association « LES Z'AMIS DE LA COUR VALENCO » une subvention exceptionnelle pour 2015 d'un montant de 1.000 €

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires au versement de cette subvention à l'association précitée,

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2015, chapitre 65.

7 - Désignation de nouveaux membres au sein des commissions communales pour prendre en compte la représentativité de tous les groupes d'opposition au sein du Conseil Municipal, vu les changements d'étiquette en cours de mandat

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un groupe d'élus de l'opposition comportant deux membres se scindant en deux, il est nécessaire, pour assurer la représentativité de chacun de ces groupes, de nommer son représentant au sein des commissions communales dont il souhaite faire partie.

Monsieur le Maire rappelle que les commissions communales permanentes et facultatives ont été créées par délibération du 24 avril 2014 et leurs membres élus selon le principe de la représentation proportionnelle (au plus fort reste) afin de préserver l'expression pluraliste des élus communaux.

Monsieur le Maire indique que MM. GAULET Renaud et FOURNEL Gilles sont les deux Conseillers Municipaux concernés et précise que :

- M. GAULET demande à être désigné comme membre des commissions « Urbanisme » - « Finances » et « Affaires Scolaires »
- M. FOURNEL demande à être désigné comme membre de la commission « Urbanisme »

Tous deux souhaitent se maintenir dans les commissions dont ils font partie depuis leur élection au sein du Conseil Municipal.

D'autre part, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de compléter les attributions des commissions suivantes, suite aux nouvelles délégations confiées par lui aux deux vice-présidentes concernées :

-« Affaires scolaires - Enfance » en y ajoutant « Jeunesse »

-« Associations culturelles-Médiathèque » en y ajoutant « Patrimoine - Festivités »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DESIGNE :

- M. GAULET en qualité de membre des commissions communales « Urbanisme » - « Finances » et « Affaires Scolaires »
- M. FOURNEL en qualité de membre de la commission communale « Urbanisme »
-

ACCEPTE de compléter les attributions des commissions suivantes :

-« Affaires scolaires - Enfance » en y ajoutant « Jeunesse »

-« Associations culturelles-Médiathèque » en y ajoutant « Patrimoine - Festivités »

8 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,
Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,
Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 26 novembre 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

38/2015 - 14/12/2015 - Avenant d'actualisation avec données de 2015 pour la réactualisation synthétique du schéma directeur d'assainissement intégrant une mise à jour du zonage d'assainissement du marché FS 02/2011. SOCIETE G2C - VENELLES	1.435,00 € H.T.
39/2015 - 14/12/2015 - Etablissement d'un schéma de gestion des eaux pluviales (décision d'attribution et ordre de service tranche ferme de 1 à 5). FS 04/2015 SOCIETE ACRI- MARSEILLE	33.035,00 € HT dont 1.801 € HT de tranche conditionnelle
40/2015 - 14/12/2015 - Attribution du marché FS 05/2015 Mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation d'un bâtiment « La Magnanerie »	47.000 € HT

Monsieur le Maire indique d'autre part que 5 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 26 novembre 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 26 novembre 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

9 - Questions écrites

NEANT

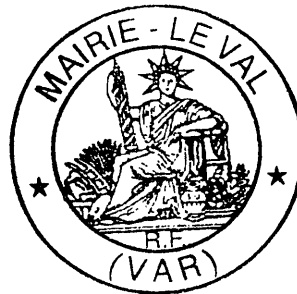
10 - Questions orales

Les questions orales seront évoquées dans le procès-verbal de la réunion.

LA SEANCE EST LEVEE A 21h30.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER